

Pouvoir d'emprunt—Loi

Pour ce qui est de la deuxième partie de sa question, lorsqu'il parle d'Entreprise Atlantique, peut-être qu'il n'écouterait pas à ce moment-là, mais j'ai bien fait allusion à ce programme qu'on a annoncé et je l'ai qualifié de bateau-fantôme. Alors, monsieur le Président, je pense que le député comprend très bien de quoi je parle. C'est que la limite étant faite en vue de qualifier pour le programme, il faudrait avoir un emprunt supérieur à \$250,000. On ne fait que garantir le prêt jusqu'à une limite de 85 p. 100. Alors on aurait eu besoin d'un programme qui aurait été beaucoup plus large, parce que notre région est nettement désavantagée vis-à-vis des autres régions du Canada.

● (1520)

[Traduction]

M. Baker: Monsieur le Président, je voudrais faire une brève mise au point. Au cours des 17 derniers mois, le coût du service de la dette est passé de 19 milliards à 26 milliards de dollars sous le gouvernement actuel. La dette nationale totale, soit la dette accumulée depuis la Confédération, est passée de 180 milliards il y a 17 mois, lors de l'arrivée du gouvernement actuel, à 225 milliards. En 17 mois, le gouvernement a augmenté notre dette publique totale de 23 p. 100.

Le président suppléant (M. Paproski): Je regrette, mais les questions et commentaires sont terminés. Passons au débat.

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, je ne comptais pas intervenir au sujet du projet de loi C-99, mais il tombe au bon moment, semble-t-il. Comme l'a déclaré le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis), il est opportun de présenter le projet de loi d'emprunt en même temps que le budget. Cela nous donne une perspective d'ensemble.

Après le dépôt du budget mercredi dernier, j'ai emmené le document chez moi. C'est une véritable histoire à dormir debout. Le budget se lit comme un conte de fée dont le seul élément concret serait les impôts. Je me suis demandé dans quelle ambiance ce budget avait été conçu.

Le gouvernement a tenu des consultations pendant des mois avant de proposer le budget. Il est normal que le président du conseil, un homme qui en sait long sur la fermeture de sociétés, et son comptable en chef, qui est également son bras droit, soient les deux nababs du gouvernement. L'un d'entre eux a été président d'une société célèbre pour ses mises à pied, la Iron Ore Company of Canada de Schefferville, et l'autre est fiscaliste. Qui ont-ils consulté? M. Frazee, qui est, je crois, président de la Banque Royale du Canada. Ils ont consulté également John Bulloch de la Fédération canadienne des entreprises indépendantes, Roger Hamel de la Chambre nationale de Commerce, Thomas d'Aquino du CEQIN et M. Mulholland de la Banque de Montréal. Voilà les gens que le gouvernement a consultés et qui sont tous des amis des conservateurs. Ils ont tous été unanimes à conseiller au gouvernement de restreindre le déficit.

Des voix: Bravo!

M. Rodriguez: Ils lui ont conseillé de s'attaquer au déficit en vue de le réduire. David Lewis, du Nouveau parti démocrati-

que, a écrit un ouvrage intitulé *The Louder Voices*. Ces avis éclairés sont venus d'eux et c'est eux que le gouvernement a consultés.

Le gouvernement s'est-il attaqué au chômage? Il en est question dans la dernière phrase de l'exposé budgétaire. Que pense le gouvernement de ce problème?

Mme Mailly: Six-cent mille emplois.

M. Rodriguez: Le gouvernement s'attend à ce qu'il tombe de 9.6 p. 100 à 9 p. 100 en l'espace de deux ans. Il restera quand même plus d'un million de chômeurs si l'on tient compte de l'accroissement de la population active. J'ignore si les conservateurs en face ont regardé l'émission *The Journal*, hier soir.

Une voix: Et ici.

M. Rodriguez: Oui, et à ma gauche. Je vois mal comment les conservateurs peuvent être à ma gauche, mais ils sont là. S'ils ont regardé *The Journal*, hier soir, ils ont pu voir un documentaire bouleversant. Je me demande si la ministre d'État aux Finances (M^{me} McDougall), le ministre des Finances (M. Wilson) ou le premier ministre (M. Mulroney) ont pu abandonner leur filet mignon et leur champagne pour regarder cette émission hier soir.

Des voix: Oh, oh!

M. Rodriguez: Par les temps qui courent, ils sont les seuls à pouvoir se permettre un tel luxe. S'ils ont regardé, ils ont pu voir des gens qui, par le passé, n'avaient aucun problème à trouver et à conserver un emploi. S'ils avaient compris à quel point il est immoral de réduire les gens au chômage, ils se seraient sérieusement attaqués à ce problème. Les voilà qui disent ouvertement aux Canadiens que le chômage se stabilisera à 9 p. 100 jusqu'à la fin de 1987. Quel bel héritage à léguer à nos enfants! Avec un taux de chômage de 9 p. 100 nous aurons bien plus d'un million de chômeurs.

Il est facile de se rendre compte des conséquences de cette situation sur les programmes sociaux, la productivité et surtout, sur le plan humain.

Hier soir, à l'émission *The Journal*, une femme qui possédait une bonne formation, mais qui était sans emploi a dit qu'elle préférerait se prostituer que de rejoindre les rangs des assistés sociaux. Il n'est pas question ici d'un pays du Tiers monde, des Philippines ou du Mexique. Cela se passe au Canada où le gouvernement conservateur présente un budget qui soutire de l'argent aux travailleurs et aux travailleuses, qui supprime des milliards de dollars et élimine des services sans donner le moindre espoir et sans s'attaquer aux fléaux économiques.

Mme Mailly: Nous avons dépassé l'objectif que vous aviez suggéré la dernière fois.

M. Rodriguez: J'entends des voix là-bas, mais votre tour de parler viendra.

Je tiens à dire aux députés d'en face que les belles paroles ne suffisent pas et qu'il faut y joindre le geste. Nous savons que tous les conservateurs au sang bleu les ont conseillés. Suivant leurs conseils, le gouvernement fait semblant de réduire le déficit. Il s'imagine qu'ainsi 29.8 milliards lui tomberont du ciel.